

ADMINISTRATION :

3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

LA SITUATION DU PAYSAN ANNAMITE

Les Annamites, en général, sont écrasés par les bienfaits de la protection française. Les paysans annamites, en particulier, sont encore plus odieusement écrasés par cette protection : ils sont opprimés comme Annamites ; ils sont volés, spoliés, expropriés, ruinés, comme paysans. Ce sont eux qui font tous les travaux pénibles, toutes les corvées. Ce sont eux qui produisent pour toute la bande des parasites, des paresseux, des civilisateurs et autres. Et ce sont eux qui vivent dans la misère quand il y a abondance chez leurs bourreaux ; et meurent de faim quand il y a mauvaise récolte. Cela est dû à ce qu'ils sont volés de tous les côtés, de toutes les manières, par l'Administration, par la féodalité moderne, par l'Eglise. Autrement, sous le régime annamite, les terres étaient classées en plusieurs catégories, suivant leur capacité de production. L'impôt était basé sur cette classification. Sous le régime colonial actuel, tout cela est changé. Lorsqu'on veut trouver de l'argent, l'Administration française fait simplement modifier les catégories. D'un trait de plume magique, elle transforme une terre maigre en une terre fertile, et le paysan annamite est obligé de payer pour ses rizières plus que ce qu'elles peuvent lui rapporter.

Ce n'est pas tout. On augmente artificiellement la superficie des terrains en réduisant l'unité de mesure. Par ce fait, l'impôt est automatiquement augmenté d'un tiers dans certaines localités, deux tiers dans d'autres. Cela ne suffit pas à apaiser la voracité de l'Etat protecteur qui augmente les impôts d'année en année. Ainsi, de 1890 à 1896, les impôts ont doublé. Ils ont encore augmenté de moitié de 1896 à 1898, et ainsi de suite. Les Annamites se laissent toujours tondre, et, encouragés par le succès de ces opérations, nos protecteurs continuent leur agiotage.

Souvent, l'arbitraire se mélange à la spoliation. En 1895, par exemple, l'administrateur d'une province du Tonkin a dépouillé un village de plusieurs hectares au profit d'un autre village, catholique celui-ci. Les dépossédés se sont plaints. On les a mis en prison. Ne croyez pas que le cynisme administratif se soit arrêté là. On obligeait encore les malheureux dépouillés à payer jusqu'en 1910 les impôts des terres qu'on leur avait enlevées en 1895 !

Après l'administration voleuse, viennent les concessionnaires voleurs. On donne à des Européens qui ne possèdent, pour toute notion d'agriculture et de technique, qu'un gros ventre et la peau blanche, des concessions dont l'étendue dépasse souvent 20.000 hectares.

Ces concessions sont fondées, pour la plupart, sur des vols légalisés. Pendant la conquête, les paysans annamites — comme les Alsaciens en 1870 — ont abandonné leurs terres pour se réfugier dans la partie du pays restée libre. Quand ils sont revenus, leurs terres étaient « concessionnées ». Des villages entiers ont été ainsi spoliés, et les indigènes ont été réduits à travailler pour les seigneurs de la féodalité moderne qui s'approprient quelquefois jusqu'à 90 0/0 de la récolte.

Sous prétexte d'encourager la colonisation, on exempte un grand nombre de gros concessionnaires de l'impôt foncier.

Après avoir obtenu gratuitement le sol, les concessionnaires obtiennent gratuitement, ou presque, la main-d'œuvre. L'Administration leur fournit un certain nombre de forçats qui travaillent pour rien, ou bien elle emploie son influence à leur recruter des travailleurs auxquels on donne un salaire de famine. Si les Annamites ne viennent pas assez nombreux, ou s'ils ne sont pas contents, on a alors recours à la violence ; des concessionnaires saisissent les maires et les notables des villages, les bâtonnent, les torturent jusqu'à ce que les malheureux aient signé un contrat les engageant à fournir le nombre de travailleurs demandé.

A côté de cette puissance temporelle, il y a des sauveurs spirituels qui, tout en prêchant aux Annamites la vertu de la pauvreté, ne cherchent pas moins à s'enrichir avec la sueur et le sang des indigènes. Rien qu'en Cochinchine, la Sainte Mission Apostolique possède à elle seule le 1/5^e des rizières de la contrée. Bien qu'il ne soit pas enseigné par la Bible, le moyen d'acquiescer ces terres est très simple : c'est l'usure et la corruption. La Mission profite des mauvaises récoltes pour prêter de l'argent aux paysans en les obligeant à engager leurs terres comme garantie. Le taux des prêts étant usuraire, les Annamites ne peuvent pas s'acquiescer à l'échéance ; alors toutes les terres engagées tombent ainsi en possession de la Mission.

Les gouverneurs plus ou moins généraux, à qui la mère patrie a confié les destinées de l'Indochine, sont généralement des ignares ou des crapules. Il suffit à la Mission de posséder quelques-uns de ces papiers secrets, per-

La Fête Nationale annamite

— Sans blague, les Annamites ont aussi leur fête nationale ? Et depuis quand ça ? Quelle est donc la Bastille qu'ils ont détruite.

— Parfaitement, les Annamites ont maintenant leur fête nationale à eux. C'est une institution mémorable, monumentale, dont le gouvernement protecteur, qui n'a cessé de jurer ciel et terre de les conduire dans la voie du progrès, les a dotés officiellement. C'est une conception véritablement sublime et géniale. Il n'y a pas eu ici de Bastille détruite. La Bastille n'existait pas en Annam. Mais, à propos, on peut considérer aujourd'hui tout le pays des Annamites comme une immense Bastille ; en ce sens qu'aucun d'eux ne peut en sortir ou y rentrer sans une autorisation spéciale du gouvernement protecteur. Or il ne s'agit de rien moins que de modifier ce régime du bon plaisir, il s'agit, au contraire, d'en commémorer le point de départ, la naissance du premier germe, la cause primordiale, par l'anniversaire d'un fait, historique si vous voulez, mais d'un fait ayant une signification historique diamétralement opposée à celle que comporte la destruction de la Bastille. Devinez. Je vous le donne en mille et en million.

— ???

— Vous n'y êtes pas. Eh bien ! c'est tout simplement le fait d'ériger officiellement en fête nationale pour les Annamites l'avènement au trône de Gia-Long, fondateur de cette exécrable dynastie qui végète aujourd'hui dans la triste situation que l'on voit et que, par pitié, nous nous abstenons de qualifier par des épithètes plus expressives.

Il est tout à fait remarquable qu'alors que tous les peuples civilisés ont supprimé leur monarque ou l'ont relégué à un rôle purement décoratif, les représentants de la République Française en Indo-Chine se cramponnent à leur roi d'Annam et s'ingénient à maintenir le prestige imaginaire d'un prince à tout faire qui n'est, en réalité, qu'une espèce d'homme entretenant pour les besoins que nos lecteurs devinent.

Mais revenons à cette fameuse fête nationale annamite. Elle a été célébrée pour la première fois en juin dernier.

Dans la petite ville de Phan-Thiet, elle a eu lieu avec le concours de 500 jeunes Annamites façonnés dans les fabriques de loyalistes, nous voulons dire les écoles du Protectorat. Pour ce coup d'essai, nos braves apprentis en loyalisme se sont, par hasard, heurtés à quelques tracasseries de la police. Ils ont véhémentement protesté par une lettre que *La Tribune Indigène* de Saigon a publiée dans son numéro du 26 juin dernier, et dans laquelle nous relevons les deux questions suivantes :

La Fête Gia-Long est-elle une fête nationale ? nous nous le demandons.

Si c'en est une vraiment, l'administration française, qui est la justice même, laisserait-elle un de ses représentants profaner ainsi les maurs du peuple protégé ?

Pardieu ! chers compatriotes, la fête Gia-Long est bien votre fête nationale. Qui est-ce qui émet des doutes là-dessus ? C'est le gouvernement du protectorat lui-même qui vous en a fait royalement cadeau.

Et pourquoi cette autre question infâme ? L'administration française, qui est la justice même, comme vous le proclamez, n'a jamais que nous sachiez laissé profaner vos maurs.

Allez les a toujours scrupuleusement respectées, même — vous en souvenez-vous ? — quand elle faisait ouvrir le cercueil de Tudec pour voir si on n'y trouverait pas de trésors cachés.

Vous fêtez un mort, c'est bien. Peut-être, ce mort n'en a cure, et il se peut que, du fond de sa tombe, il aime mieux que vous gardiez le silence complet sur son règne et tout ce qui s'en suit. Mais que ne fêtez-vous, en même temps, des vivants comme Ham-Nghi, Thanh-Thai, Duy-Tan, trois de vos rois qui, sans être encore dans l'autre monde, ont été cependant très éloignés de vous par la même administration qui incarne, selon vous, la bonté et la justice.

PHAN.

COLONIAUX !
« LE PARIA » EST VOTRE JOURNAL.
LISEZ-LE ET FAITES-LE LIRE.

sonnels, compromettants pour pouvoir les effrayer et pour obtenir d'eux tout ce qu'elle désire. C'est ainsi qu'un gouverneur général a concédé à la Mission 7.000 hectares de terre riveraine appartenant à des indigènes qui sont condamnés, du coup, à la mendicité.

Par ce bref aperçu, on voit que, sous le masque de la démocratie, l'impérialisme français a transplanté dans le pays d'Annam tout le régime maudit du moyen âge, y compris la gabelle ; et que le paysan annamite est crucifié, par la baïonnette de la Civilisation capitaliste et par la croix de la Chrétienté prostituée.

NGUYEN AI QUAC.

Un personnage : M. Henry Bérenger

Une des causes de l'isolement où se tiennent, nos camarades des colonies, par rapport au mouvement ouvrier et prolétarien international, est leur ignorance des hommes et des choses.

C'est par l'instruction et par la lecture de la presse communiste, qu'ils pourront arriver à s'élever de l'obscurantisme, dans lequel le capitalisme entend les maintenir. Le *Paria* se doit, certes, de révéler à l'opinion publique métropolitaine l'immense misère qui pèse sur eux, mais il doit aussi les renseigner, pour les aider et au besoin les déterminer à l'action libératrice. Tout effort entrepris au profit des prolétaires coloniaux, soit par l'Internationale communiste, soit par sa Section française, soit par l'organe central de celui-ci l'*Humanité*, leur est soigneusement tenu caché par la bourgeoisie spoliatrice aidée des parlementaires, pirates et fourbes, mêmes issus de leur sein.

C'est parce que nous savons que la lumière projetée dernièrement sur la personnalité du sénateur Bérenger, élu de la Guadeloupe, risque de rester ignorée de nos camarades de là-bas, que nous revenons, ici, sur ce qu'est l'homme dont ils ont fait un parlementaire après qu'ils eussent, d'ailleurs, été odieusement trompés.

Depuis le 5 décembre, l'*Humanité* a entrepris de publier la correspondance échangée, il y a quelques années, entre M. Raffalovitch, représentant de la Russie à Paris et son ministre à Saint-Petersbourg, relativement à l'abominable vénalité de la presse. Cette correspondance appartenait aux archives de la Russie tsariste, détenus aujourd'hui par le gouvernement soviétique, d'où elle a été extraite, pour l'édification des honnêtes gens. Elle révèle toutes les manœuvres de chantage, toutes les opérations malpropres, les grandes lignes de l'organisation ou de la corruption auxquelles les recouraient en 1906, 1907, 1908, les journalistes et parlementaires bourgeois, pour obtenir des subsides du gouvernement russe. Un des premiers noms qu'on y trouve est précisément celui de M. Henry Bérenger, à cette époque directeur du journal *L'Action*.

Et maintenant reproduisons, avec le consentement qui l'autorise, le document inséré dans l'*Humanité* du jeudi 6 décembre 1923 :

Paris, le 5 mars 1908.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence quelques coupures de journaux concernant les bruits de l'emprunt russe. Il y a tout d'abord un entrefilet de l'*Action*, journal socialiste, qui veut faire croire qu'il est en relations avec M. CAILLAUX. Cet entrefilet se donne des allures officielles qu'il n'a pas. Etant donné le caractère malveillant de ses insinuations sur les vues de Votre Excellence à l'égard des intérêts du commerce et de l'industrie français, je me suis rendu au ministère des finances...

M. CAILLAUX m'a fait dire qu'il était absolument étranger à cette publication ; il avait dit, il y a assez longtemps, à BÉRENGER, qu'il n'y avait pas d'affaires d'emprunt ; depuis lors, il ne s'est entretenu avec lui que de l'impôt sur le revenu... J'ai insisté sur l'impression fautive de l'article, QUI VEUT FAIRE UNE SORTIE DE CHANTAGE ET DE PRESSION sur la Russie, en parlant du mauvais état, de l'insolvabilité russes.

J'ai porté l'article à la connaissance de l'ambassadeur, afin qu'il en touche un mot, s'il le juge convenable, à M. PICHO.

Enfin, j'ai assisté à une réunion de NOETZLIN, BÉNAË et LENOIR, de laquelle il est sorti un démenti infligé, par l'intermédiaire d'Havas, aux assertions de l'*Action* par NOETZLIN lui-même.

Faire donner un démenti du Ministère russe lui-même aurait été faire le jeu de BÉRENGER, c'est aussi pour cette raison que je n'ai pas télégraphié sur l'*Action*.

BÉRENGER EST UN MAÎTRE-CHANTEUR NOTOIRE, qui a voulu vendre des photographies de papiers relatifs à une affaire de torpilleurs chez Rothschild (Baron TAUB, etc.) et que j'ai éconduit en 1905.

Votre très obéissant serviteur,

A. RAFFALOVITCH.

« M. Raffalovitch ne m'a pas ses expressions ! M. Bérenger, maître-chanteur notoire ! Et c'est ce gredin qui fut pendant la guerre Commissaire du gouvernement aux pétroles et aux essences. Il avait pour chef de cabinet, Bénard, fils du banquier, administrateur de la Mexican Eagle, filiale de la Royal Dutch. Et, comme par hasard, M. Bérenger est allé en Roumanie au nom du Sénat français (et de la Royal Dutch) et en est revenu partisan d'avancer des millions à l'Etat roumain, à condition que celui-ci n'empêcher pas sur les intérêts des pétroliers... »

Depuis cette publication, le sénateur Bérenger, rapporteur général du budget, a fait voter un emprunt de 1.500 millions à la Pologne et à la Roumanie. Ces sommes seront converties en canons, pour de nouvelles guerres au cours desquelles, les nôtres tomberont, parce que on les aura entraînés par de fallacieuses promesses.

Nobis, en passant, que M. Bérenger n'a encore ni protesté, ni démenti, et pour cause...

Les révélations de cette nature ne touchent pas seulement l'homme qui « est mis en eau », mais aussi les autres, ceux qui

Ouvriers Algériens, Organisez-vous !

Devant la pénurie d'une main-d'œuvre à vil prix, les colons d'Algérie jettent des cris d'effroi. Cette clique de millionnaires enrichis de la sueur du burnous se plaint de l'exode des indigènes vers la métropole, et le gouverneur Slegg, larbin de cette oligarchie, s'apprête à servir les Duraux, les Maneuh et Cie, en appliquant un décret qui interdirait aux ouvriers indigènes d'aller travailler en France.

Le colonialisme ne connaît plus de bornes, il s'acharne sur les victimes qu'il a complètement dépouillées ; il poursuit par des lois ignobles les malheureux qui se sont crus loin de sa portée et par d'infâmes procédés d'inquisition il fait retourner, par la force, sur leur lieu de torture, les esclaves dont il veut la dernière goutte de sang.

Personne parmi ces caïds, ces délégués financiers, ou autres bourgeois algériens, valets de l'impérialisme, ne protestera.

Ils préfèrent s'abstenir, jouir de la quiétude qu'ils trouvent dans la lâcheté, quittes à mendier quelque bout de ruban comme prix de leur trahison. En démagogues engraissés de la misère de leurs frères, ils viendront, en compagnie de leurs maîtres et de prostituées de luxe, sabler le champagne à l'inauguration de quelque mosquée destinée aux cérémonies patriotiques des bourgeois de leurs compatriotes.

Malgré la trahison de la bourgeoisie indigène, malgré toutes les machinations du colonialisme, la classe ouvrière française n'a tolérera pas un tel crime.

Camarades ouvriers algériens, vous vous unirez pour briser ce nouvel assaut du capitalisme.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes.

Dans les usines de France, vous avez appris que votre situation matérielle ne différait en rien de celle de vos frères ouvriers français. Vous avez vu que le prolétaire de n'importe quelle race était accablé sous le poids de la même exploitation, réduit à la même misère.

Vous avez constaté que les Pelligris, les Sidi Henni ou les Krupp étaient des frères. Tous voient le pauvre pour s'enrichir de sa peine. Malgré toutes les haines de race qu'ils sèment entre vous, pour profiter de votre division, eux sont unis. Pour résister à leurs attaques, unissez-vous aussi !

Il est temps de vous réveiller de votre torpeur, ne soyez plus indifférents aux attaques du patronat, n'acceptez plus ses coups en fatalistes. Organisez-vous avec vos camarades ouvriers français ; adhérez en masse aux syndicats pour défendre vos salaires, pour revendiquer vos droits.

Demain, la France impérialiste, devant une autre guerre qu'elle prépare pour étouffer dans le sang la Révolution allemande, vous conduira encore à l'horrible abattoir humain. Seule, votre solidarité avec la classe ouvrière française empêchera ce nouveau sacrifice de votre vie.

Pour empêcher l'immense colonialisme de vous remettre à l'esclavage qui vous attend en Afrique, pour améliorer vos conditions de vie en France, pour élever vos salaires, pour empêcher qu'on ne vous jette dans la fournaise d'une nouvelle guerre ou d'une expédition impérialiste, ouvriers algériens, solidarisez-vous avec vos frères ouvriers français, adhérez aux syndicats, organisez-vous !

ÉCHOS

Le 17 novembre est survenue, à Alger, la mort du rédacteur en chef de *La Dépêche Algérienne*, M. Lys du Parc.

Nos camarades de l'Afrique du Nord ne perdent pas un défenseur. M. Lys du Parc n'était point un indigénophile.

BIBLIOGRAPHIE

Ce qu'il faut lire : Pour soutenir notre foi en l'avenir et renforcer notre volonté d'action, nous signalerons sous cette rubrique tout ce qui est publié comme livres ou comme revues et que, pour notre éducation, il est indispensable que nous connaissions.

Le *Paria* se tient à la disposition de nos camarades pour leur procurer les publications dont il s'agit.

Romain Rolland : Mahatma Gandhi ; 6 fr. 75. (Librairie Stock, 7, rue du Vieux-Colombier, Paris.)

Louis Vignon : Un programme de politique coloniale. Les questions indigènes ; 15 fr. (Librairie Plon-Nourrit, 8, rue Garancière, Paris.)

Jules Harmand : Domination et Colonisation ; 5 fr. 75. (Librairie Flammarion, 26, rue Racine, Paris.)

SOUSCRIPTION POUR LE « PARIA »

Listes précédentes	Fr. 1.124 50
Un Cochinchinois	200 »
Un groupe de travailleurs havrais....	150 »
Zioudou	7 »
Blanc	2 »
Princé	200 »

Total

Fr. 1.683 50

s'acquiescent avec lui au service du capitalisme colonial et de la bourgeoisie antislavie.

Quand nos frères guadeloupéens se décideront-ils à ouvrir les yeux, et à rejeter loin d'eux, dans un geste de dégoût, la bande d'algériens qui les dupe ?

Max Clainville-Blancourt.

L'Impérialisme et la politique coloniale

L'impérialisme moderne est lié à la dernière phase du capitalisme : la phase monopoliste qui remplace le jeu libre de la concurrence.

Si dans le sens large du mot, « Impérialisme » veut dire la subjugation économique et politique d'un ou plusieurs pays par un Etat en dehors de ses frontières, l'impérialisme ancien était dans sa conception différent de l'impérialisme actuel.

L'ancienne Rome étendit son pouvoir autocratique sur tous les pays de la Méditerranée et réalisa l'empire romain ; de même fut réalisé l'empire grec, l'empire arabe. C'était la conquête par la force, d'immenses territoires, l'asservissement brutal de plusieurs peuples. Ces empires s'évanouirent après l'épuisement de la force armée, après la décadence des conquérants. L'impérialisme du monde antique ne prenait pas des racines profondes dans la vie économique des peuples conquis ; l'organisation économique des pays les plus développés de l'antiquité s'est arrêtée dans la phase du capital commercial. Dans le cours de l'histoire l'impérialisme revêtait différentes formes et eut différents buts ; son activité se limitait dans la création de conditions favorables pour le dépouillement des colonies par le capital commercial et usuraire ; celui des Hollandais eut un caractère mercantile tandis que celui des Portugais, des Espagnols fut la conséquence de l'exode du capital commercial ; il fut instauré sur un besoin de rapine, un commerce de dépouillement ; la découverte d'importantes mines d'or et d'argent avait inspiré la convoitise suivie du rapt du continent américain. Mais en voulant parler de l'« impérialisme » moderne, nous trouvons qu'il a un caractère tout différent. Il n'est plus la conquête imposée dans le but unique d'acquiescer des territoires et du matériel humain qu'on réduit à l'esclavage ou au servage, une expansion de pouvoir qui doit assurer une vie de puissance et de luxure à une classe privilégiée, puisque de nos jours nous voyons des colonies jouir d'une autonomie relative et certains pays semi-coloniaux ont une indépendance politique complète. Sont-ils de ce fait libérés de l'impérialisme de la bourgeoisie moderne ?

Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont des sources de matières premières de produits agricoles et des champs d'investissement de capitaux

L'impérialisme contemporain est la conséquence naturelle du capitalisme arrivé à son apogée, il est le résultat fatal de la domination du marché mondial par le capital financier, lui-même né du capital industriel, et qui, par sa faculté de se concentrer, de se frustifier, subordonne à son autorité toutes les autres formes de capitaux. Les monopoles que crée le capital financier par la formation des trusts et des cartels fortifient sa toute puissance. L'afflux des immenses sommes d'argent qu'il attire par son innovation : les sociétés par actions, les bénéfices énormes qu'il soutire à l'industrie le portent au sommet de la puissance. Il ressemble à une formidable organisation féodale dont les seigneurs sont les magnats de la finance qui tiennent entre leurs mains le sort de l'industrie nationale et les destinées du globe. Une nuée de petites banques est à leur merci ; comme des vassales elles agissent sous la pression qu'on leur impose. Le capital financier dont le volume s'enfle démesurément, s'étouffe dans le cercle restreint du marché national, alors, il cherche d'autres espaces encore vierges pour employer son activité grandissante. Il a besoin de pays neufs pour ouvrir de nouvelles exploitations et de nouveaux débouchés pour l'industrie qu'il contrôle. Le colonialisme est l'issue fatale de ce formidable mécanisme de la société capitaliste avide d'extension. Chaque capitalisme a besoin de matières premières pour son industrie qui croît sans cesse ; son pays devient une immense fabrique qui jettera le flot débordant de la surproduction sur le marché colonial. Pour acquiescer de nouvelles sphères d'influence, sa politique coloniale agit sur le même traditionnel cliché. Ses capitalistes se créent des intérêts dans des pays africains ou asiatiques, les diplomates valets de la haute finance négocient les traités qui sont transformés en actes de tutelle économique et parfois militaire. Une fois enraciné, le capital envahit tout le pays et travaille pour transformer les « relations amicales » en conflits. Tous les prétextes sont valables pour justifier l'action violente, et l'annexion pure et simple s'accomplit.

Après le vol, la destruction du vieux régime économique et social se produit méthodiquement. Au nom de la civilisation, les capitalistes envahisseurs substitueront aux mœurs et coutumes des colonisés des habitudes de vie se conformant à leur propre économie. Ils feront porter aux noirs des pays chauds,

